L'urgence d'une autre logique économique [p. 4]

COMMUNISTES

Covid-19 Penser l'humain d'abord (p. 5)



vidéo

Crise sanitaire: répondre par la solidarité

Elsa Faucillon

L'AIR DU TEMPS

Sans commentaire

poque épique, décidement. Lu dans la presse (Le Parisien) ce lundi 23 mars: « L'Italie, déçue par l'aide très mesurée de ses voisins et de l'Europe, vient de se tourner vers la Chine et Cuba. Le pays de Fidel Castro a dépêché une équipe de 52 médecins et infirmiers. Et ce n'est pas l'incroyable comportement des autorités tchèques qui va faire changer d'avis les Italiens: ce week-end, un avion chinois acheminant des masques vers l'Italie a vu sa cargaison détournée au profit des hôpitaux de Prague. Vive l'Europe! » •

Gérard Streiff

SOUSCRIPTION 2020 (cliquez)

Je verse:€

"En pleine bataille des retraites donner les moyens au PCF d'intervenir "

Chèque à l'ordre de "ANF PCF": 2 place du Colonel-Fabien 75167 Paris Cedex 19



La bataille des « jours d'après » commence maintenant

Notre pays, comme le reste du monde, fait face à une épreuve maieure.



Le nombre de personnes mortes des suites du coronavirus augmente de jour en iour de manière exponentielle.

Nous avons affaire à un défi historique, qui appelle la mobilisation de la nation

C'est d'ailleurs dans cet esprit que le PCF a d'emblée proposé la création d'un comité d'urgence nationale, où se réuniraient des représentants du gouvernement, du comité scientifique, des partis politiques, des associations d'élus locaux, des organisations syndicales, du monde économique.

Quoi qu'ils subissent, les Français font face. Ceux qui travaillent dans nos services publics, souvent maltraités, sont aux avant-postes, dans les hôpitaux, dans les communes, dans les collectivités ou encore pour assurer la sécurité. Dans le privé aussi, ils sont nombreux à monter au front, dans les

supermarchés, dans les Ephad, dans l'agriculture, dans les transports... Oui, de belles solidarités s'organisent dans tout le pays car le monde du travail est solidaire.

Les communistes et leurs élu-e-s, dans le même état d'esprit, se sont mis à la disposition du pays. Partout, ils s'emploient à construire les actions d'entraide et de solidarité que requiert la situation, à apporter l'aide indispensable aux personnes les plus fragiles comme aux professions en première ligne.

Nos parlementaires ont demandé que tous les salariés au contact avec du public puissent bénéficier de tous les moyens de protection dont ils ont besoin : masques, gel, gants... Ce qui suppose que tout soit mis en œuvre pour permettre à l'industrie de les produire en quantité suffisante.

Ils ont aussi appelé à un confinement général bien plus strict que celui mis en place par le gouvernement, puisque c'est le seul moyen, en l'état actuel, de lutter contre la propagation du virus, préconisé l'Organisation mondiale de la santé. Les entreprises qui ne sont pas indispensables à l'activité du pays doivent s'arrêter. Il n'est pas admissible que 45 % des salariés continuent de travailler dans des secteurs non essentiels à la gestion de l'urgence sanitaire.

L'état d'urgence sanitaire que le gouvernement vient de faire adopter par les assemblées ne répond pas à ces exigences d'intérêt général. C'est pourquoi nos parlementaires n'ont pas voté les projets de loi qui

Non seulement notre appel à une mobilisation des forces vives du pays n'a pas été pris en compte, mais le gouvernement s'est arrogé tous les pouvoirs. Il s'est affranchi du contrôle du Parlement afin d'agir par ordonnances pour déréglementer le droit du travail. Les premières décisions viennent de tomber et elles sont édifiantes : les entreprises pourront faire travailler leur salariés iusqu'à 60 heures par semaine au lieu du seuil maximum légal de 48 heures!

Enfin. notre pays doit aussi faire appel à la mobilisation de toute la société, y compris les multinationales. les compagnies d'assurances, les géants du numérique ou les grandes fortunes. À ce jour, rien n'est prévu de ce côté-là. C'est pourtant là que nous trouverons les ressources nécessaires pour surmonter cette crise inédite. Si les forces du travail sont aujourd'hui mobilisées, celles du capital doivent l'être aussi!

La bataille des « jours d'après » commence maintenant. Faisons monter de toutes parts l'exigence que l'intérêt de l'humain et celui de la planète passent avant ceux de l'argent et des logiques de profit. 🗘

Fabien Roussel

Secrétaire national du PCF

Coronavirus - Les communistes mobilisés face à la crise

l'annonce du confinement, nous nous sommes tous interrogés sur la meilleure façon d'agir face à cette crise. Que faire pour le bien-être de notre famille, de nos proches, de nos amis? Comment être utile en tant que citoyen, militant, tant pour organiser la solidarité avec les plus fragiles que pour contribuer aux décisions qui nous permettront d'être à la hauteur de cette crise mondiale inédite?

Cette crise, sanitaire et économique est un immense défi pour l'humanité. Nous ne le relèverons pas en cédant aux accents martiaux de chefs de guerre, en remettant en cause les droits sociaux et les libertés comme le fait la loi d'état d'urgence sanitaire dans notre pays dans le prolongement des politiques de ces dernières décennies.

Au contraire, l'heure est plus que jamais à placer l'humain au cœur de tous les choix, à associer les travailleurs, les citoyens aux décisions contre la domination du capital financier. Et à faire le pari de l'intelligence collective et de l'innovation scientifique, de la solidarité et de la coopération.

Oui à la mobilisation générale contre l'épidémie, non à l'union sacrée!

C'est dans cet état esprit que les communistes et toutes les organisations du Parti, des sections à la direction nationale, s'organisent dans cette période inédite.

L'urgence était d'abord de contribuer au respect des consignes sanitaires pour limiter la transmission du virus. Les locaux de nos organisations ont été fermés, les diffusions de matériels et notre présence sur les marchés suspendues. Pour autant, l'activité du Parti se poursuit! En commençant par le rappel des adhérents, en particulier des plus âgés, pour prendre de leurs nouvelles et aider celles et ceux qui en ont besoin.

Cette solidarité doit également se développer envers l'ensemble de nos concitoyens: en commençant par exemple à tenir des permanences téléphoniques ou numériques sur les réseaux sociaux pour répondre aux nombreuses questions qui se posent; en participant à des réseaux de solidarité envers les plus fragiles.

Dans toute la France, nous devons également être totalement mobilisés aux côtés des travailleurs dont nous refusons qu'ils servent de chair à canon dans « la guerre » annoncée par le Président. Amplifions les contacts avec les organisations syndicales. Face à la pression du gouvernement pour maintenir des activités sans matériel de protection, soutenons partout les salariés voulant faire valoir leur droit de retrait. Et exigeons que nos soignants et toutes les professions essentielles à la réponse aux besoins vitaux du pays disposent de tout le matériel nécessaire!

Appuyons également les nombreuses initiatives des communes dans lesquelles nous sommes en responsabilité et proposons des initiatives là où nous ne le sommes pas: des mesures sanitaires et économiques sont nécessaires, exigeons de l'État les moyens pour les mettre en œuvre à l'opposé de l'austérité budgétaire et de la contractualisation imposées ces dernières années.

Nos parlementaires, à travers leurs interventions sur les projets de loi débattus à l'Assemblée, ont mis en débat des mesures d'urgence. Relayons massivement leurs interventions sur Internet, affichons ces mesures à nos balcons. La direction nationale est totalement mobilisée pour une réponse politique à la hauteur de la crise sanitaire et économique et mettra dans les jours qui viennent de nouveaux éléments à la disposition de tous les communistes.

Igor Zamichiei membre du CEN



Pour vaincre la pandémie, l'urgence d'une autre logique économique

virus l'a accélérée et a révélé gu'il s'agit d'une crise de civilisation. La pandémie a disloqué les chaînes de production structurées par les multinationales au cours des vingt dernières années, mis au grand jour la suraccumulation consécutive au gonflement démesuré des capitaux relancé après la « grande récession » de 2009, et précipité le krach financier. Sentant la situation leur échapper, les dirigeants occidentaux font mine de répudier le néolibéralisme. Les 27 gouvernements de l'UE ont suspendu les normes européennes de déficits budgétaires. Mais ils envisagent de financer ces dépenses, soit par le Mécanisme européen de solidarité qui ne les prête qu'en contrepartie de plans d'austérité meurtriers, soit par l'émission de *Coronavirus* Bonds, des obligations « européennes » placées sur les marchés : ce serait donner à la domination du capital financier le renfort d'un fédéralisme européen, aux dépens des services publics, de l'emploi et des salaires!

ne crise financière et économique s'annonçait. Le corona-

Pourtant, le moyen de se passer des marchés financiers est sous nos yeux. La Banque centrale européenne veut injecter 1 050 milliards sur les marchés d'ici à la fin de l'année. Mais les services publics, l'industrie du matériel médical verront-ils la couleur de cet argent? En France, la loi de finances rectificative se contente de faire allusion à une « réserve » indigente de 2 milliards pour les dépenses de santé, alors qu'il en faudrait immédiatement au moins cinq fois plus! Une gifle aux professionnels de la santé et aux salariés envoyés au front de la production pour préserver les profits.

Bien plus, nos dirigeants saisissent l'occasion pour allonger la durée du travail et pour préparer le terrain à une régression durable des droits sociaux. De bons esprits annoncent déjà que, la crise passée, il faudra redoubler d'austérité budgétaire pour éponger les déficits.

Én un mot, au moment où la crise sanitaire fait éprouver à tous les habitants de la planète le besoin immédiat d'une tout autre mondialisation, le mot d'ordre reste le même: l'argent pour le profit, pas pour les êtres humains! La domination du capital nous pousse



au bord de la barbarie.

C'est pourquoi les mesures efficaces pour vaincre l'épidémie sont celles qui amorcent tout de suite une remise en cause radicale des logiques inspirées par la rentabilité financière, et leur remplacement par d'autres critères. Il faut:

- Mobiliser les filières industrielles pour produire médicaments et matériels médicaux, ainsi que les biens et services indispensables à la population pendant la période de confinement. La protection des travailleurs de ces secteurs contre le virus est la première priorité. Cet effort doit être planifié et pouvoir passer par des réquisitions, des nationalisations ou la création d'entreprises publiques. Il devrait s'appuyer sur la mobilisation des moyens nécessaires à l'échelle européenne et intégrer de nouveaux accords de coopération internationaux, de partage des technologies.
- Rendre effectif l'arrêt temporaire de la production dans les autres secteurs en en tirant les conséquences: interdire les licenciements et maintenir 100 % du salaire, y compris pour les plus précaires, première étape dans la construction progressive d'une sécurisation de l'emploi et de la formation pour toutes et tous.
- Obliger les banques, les grandes entreprises et les propriétaires bailleurs à décaler le paiement, par les ménages qui le demandent, des charges d'emprunts bancaires et des factures pré-engagées et vitales (téléphonie, loyer, électricité...).
- Mettre en place un dispositif de prêts bancaires de trésorerie à taux nul ou négatif, refinancés par la BCE, strictement réservés

aux entreprises qui s'engageront à maintenir l'emploi et les salaires.

- Démocratiser: en cas de non-respect des engagements pris par les entreprises ou les banques, les représentants des salariés (CSE) doivent avoir le pouvoir de saisir des comités régionaux de mobilisation constitués sous l'égide des conseils régionaux et des CESER.
- Créer un fonds d'urgence sanitaire et de sécurisation pour le financement de ces différents dispositifs, alimenté par une contribution des grandes entreprises, des banques et des compagnies d'assurances, ainsi que par le rétablissement de l'impôt sur la fortune et l'abrogation du plafonnement à 30% de l'impôt sur les revenus financiers (flat tax).
- Mettre en place un programme de prêts à taux négatif de la Caisse des dépôts pour les investissements dans les hôpitaux et les services publics (embauches, formation, achats d'équipements, création de nouveaux établissements). La Banque de France déclarerait ces prêts éligibles au refinancement par la BCE au taux le plus faible pratiqué pour ses opérations (actuellement, -0,75 %), et le dispositif pourrait être étendu à l'ensemble des États membres de l'UE.

Nous pouvons vaincre l'épidémie : il faut pour cela s'attaquer tout de suite à la domination du capital. •

Denis Durand membre du CN

Covid-19: penser « l'humain d'abord »

n février 2020, 25 experts internationaux envoyés par l'OMS pour enquêter sur la situation en Chine ont déclaré dans leur rapport: « L'histoire de l'utilisation sans compromis et rigoureuse par la Chine de mesures non pharmaceutiques pour contenir la transmission du virus Covid-19 dans de multiples contextes fournit des leçons essentielles pour la réponse mondiale. Ce sont les seules mesures dont il est actuellement prouvé qu'elles interrompent ou minimisent la chaîne de transmission chez l'homme. »



Le gouvernement Macron a tardivement pris la mesure de l'ampleur de la crise sanitaire induite par le Covid-19 et a annoncé, en conséquence, des mesures de confinement indispensables pour ralentir la propagation du virus. Devant l'urgence de la situation, nous avons accompagné cette décision dont la logique est de diminuer le nombre de contaminé·e·s et la prolifération du virus. D'autres choix, comme le dépistage systématique et le confinement sélectif des contaminé·e·s ont été choisis par d'autres pays (Chine, Corée du Sud) avec des résultats encourageants. Cette autre stratégie de gestion de crise sanitaire ne peut se réaliser dans le cadre d'une politique néolibérale d'austérité vis-à-vis des besoins humains, dans le cas présent de la santé des populations, comme l'ont fait la majorité des gouvernements européens dont la France.

Afin d'éviter la saturation du système sanitaire, l'objectif est de diminuer les arrivées de flux de patient·e·s atteint·e·s par le Covid-19 pour ne pas déborder les capacités de prise en charge des hôpitaux. Tout cela va devoir se réaliser dans un contexte de forte dégradation de notre système public hospitalier, dénoncé unanimement par tous les acteurs de la santé depuis plus d'un an, mais aussi dans l'incapacité à répondre à la mise en sécurité des soignant·e·s et des patient·e·s par du matériel adapté. Hallucinant dans un pays qui se considère comme une des 7 plus grandes puissances avancées du monde! Certes les professionnels de santé ont un devoir de soins, mais la société, l'État a un devoir de les protéger et d'adopter une politique adaptée pour fournir les médicaments et matériels (gants, masques, blouses, respirateurs...) nécessaires à leurs missions et à leur sécurité.

Si le confinement est aujourd'hui essentiel, il faut réunir d'urgence les conditions pour en sortir le plus rapidement possible; cela passera par un dépistage intensif de tous les soignant·e·s, de toutes les personnes en contact avec du public, de tous les patient·e·s présentant des symptômes même atypiques. Encore faudrait-il qu'une mise à disposition massive de tests de dépistage soit réalisée, mais comme pour les masques on nous dit: « ça va arriver! »

La saturation des moyens sanitaires, tant redoutée, déjà effective en Italie et dans certains de nos hôpitaux, va immanquablement orienter les choix des traitements. Les professionnel·le·s ne pourront plus prendre des décisions que sur des critères médicaux mais aussi sur des pratiques dégradées avec un nombre restreint des respirateurs en réanimation.

Déjà épuisés, confrontés à un manque intolérable de moyens, voilà qu'ils vont devoir faire des priorités d'accès à la guérison, à la vie. Alors, E. Macron peut toujours les nommer « les héros en blouse blanche », aujourd'hui les mots ne suffisent pas et le « quoiqu'il en coûte » non plus. Les personnes âgées dans les Ehpad vont être abandonnées à leur sort. Il s'agit aujourd'hui de faire des propositions concrètes et immédiates envers les hôpitaux en termes de moyens humains, matériels et financiers, afin de couvrir les besoins Covid-19, mais aussi les autres cas sévères ou urgents. Le PCF fait des propositions d'urgence:

 Mettre à disposition immédiate du matériel en quantité nécessaire à la sécurité des soignant·e·s et des patient·e·s, des tests biologiques et des respirateurs en réanimation. Nous demandons une clarification des politiques de production de ces matériels et de la politique de réserve matérielle sanitaire en France.

- Arrêt immédiat de toutes les restructurations hospitalières en cours, des fermetures de services et la réouverture de lits.
- Paiement de toutes les heures supplémentaires des personnels hospitaliers qui se cumulent et s'amplifient dans la période et revalorisation immédiate du point d'indice dans la fonction publique hospitalière (pas question de primes catégorielles).
- Lors d'un collectif budgétaire, rectifier l'ON-

DAM (objectif national des dépenses d'assurance maladie) à hauteur de 5 % avec au moins 4 milliards d'euros pour répondre aux besoins urgents de l'existant. La LFR (loi des finances rectificative) prévoit immédiatement 2 milliards d'euros pour l'hôpital (pour payer les arrêts maladie, l'achat de masques et le soutien au personnel soignant), c'est-à-dire le montant des rallonges budgétaires prévues sur le quinquennat. Tout laisse à croire que les sommes prévues pour les 3 prochaines années seront mobilisées en une seule fois. C'est d'autant plus probable que cette LFR n'inscrit aucun budget supplémentaire pour les dépenses publiques et les services publics. C'est une LFR qui s'inscrit dans les politiques d'austérité! Des gens vont mourir, malades et personnels soignants, mais le gouvernement fait ses comptes pour rassurer les marchés!

- Annulation de la dette des hôpitaux.
- Plan d'embauche ambitieux immédiatement et 30 000 places supplémentaires dans les écoles d'infirmières dès la rentrée de septembre 2020.

Ne laissons pas la France et l'Union européenne continuer, malgré cette crise sanitaire sans précédent, à démanteler notre système public de santé et rappelons-leur qu'il est aujourd'hui urgent de penser à « l'humain d'abord ».

Maryse Montangon membre du CEN

La crise sanitaire sera-t-elle une crise éducative?

epuis plus d'une semaine, les établissements scolaires n'accueillent plus la grande majorité des élèves. Cette interruption nécessaire est lourde de menaces: du côté des élèves et des familles, elle fait craindre une aggravation des inégalités sociales de réussite scolaire; du côté du gouvernement, elle est l'occasion d'expérimenter une série de mesures destructrices pour le système éducatif dans son ensemble. Mais la crise révèle aussi le rôle central de l'école et de ses personnels dans notre société: pour l'éducation comme pour la santé, elle est l'occasion de rassembler largement autour de l'exigence d'un service public national renforcé.

L'interruption de la scolarité pour une durée indéterminée suscite dans les familles des inquiétudes légitimes, qui montrent à quel point l'aspiration aux savoirs, à une éducation de qualité, est largement partagée dans notre société. Face à cette aspiration, la réponse du gouvernement a été irresponsable. Le ministre Blanquer n'a-t-il pas tenté d'utiliser l'inquiétude des familles pour encourager des comportements dangereux (en poussant à maintenir les concours, ou à contraindre les enseignant·e·s à se rendre dans leurs établissements)? La « continuité pédagogique » dont il se gargarise est un mensonge de plus. Une nouvelle fois, le ministre croit pouvoir masquer l'absence d'une politique éducative nationale par un discours autoritaire déconnecté des réalités. 5'il y a « continuité », c'est grâce aux efforts des fonctionnaires de l'éducation nationale, qui se sont portés volontaires pour encadrer les

enfants de soignants, sans que rien ne soit mis en place pour assurer leur propre sécurité; qui ont trouvé des solutions pour faire fonctionner des outils inadaptés à la situation (les environnements numériques de travail ne supportent pas le trop grand nombre de connexions), voire tout simplement pour entrer en contact avec leurs élèves. C'est bien parce que nous devons pouvoir compter sur elles et eux en temps de crise que nous avons besoin que les enseignant·e·s et les personnels de l'éducation nationale soient des fonctionnaires. Quand la majorité des enseignements est assurée par des précaires, comme c'est le cas aujourd'hui dans de nombreuses universités, il est bien plus difficile de faire face à la crise.

Si la continuité pédagogique est un leurre, c'est aussi qu'elle est aveugle à la réalité sociale: contrairement à ce que semble croire le ministre, toutes les familles ne disposent pas d'un accès illimité à Internet et d'ordinateurs personnels pour chacun de leurs enfants scolarisés! Des mesures d'urgence doivent être prises. Les éditeurs de manuels scolaires et certaines chaînes de télévision ont déjà rendu disponibles des supports éducatifs en accès libre. Le gouvernement doit maintenant exiger des fournisseurs d'accès internet qu'ils contribuent à l'effort national, par exemple en passant tous les forfaits en illimité le temps de la crise.

Sur le long terme, cette crise révèle la nécessité d'une politique publique d'accès aux savoirs pour toutes et tous. Au nom de la rentabilité, le gouvernement avait prévu de supprimer la chaîne éducative du service public, France 4, avant la fin 2020. Aujourd'hui, son rôle de diffusion des savoirs est pourtant essentiel: loin d'être supprimée, elle devrait être renforcée. De la même manière, est-il satisfaisant de dépendre de la bonne volonté d'éditeurs privés pour l'accessibilité des manuels? N'y a-t-il pas là aussi un service public à construire? Enfin, la lutte contre la fracture numérique, à la fois sociale et territoriale, demande la reconstruction d'un service public des télécommunications.

Pendant ces longues semaines d'interruption scolaire, les enfants et les familles sont confrontés aux problèmes posés par les devoirs à la maison et plus largement par la délégation du travail scolaire aux familles. Malgré toute leur bonne volonté, les parents ne peuvent se substituer aux enseignant·e·s, pas plus qu'ils ne peuvent reconstituer à la maison la situation d'apprentissage collectif mise en œuvre dans une classe.

Bien sûr, pendant le temps du confinement, chacun fait au mieux avec les moyens du bord. Mais ces méthodes ne doivent en aucun cas être érigées en modèles pour la suite. La délégation du travail scolaire aux familles est inégalitaire: tous les parents n'ont pas le temps et les compétences nécessaires pour aider leurs enfants à s'approprier les savoirs scolaires. Surtout, elle ne profite à personne: aucune famille n'a envie de faire la classe à la place de l'école. Tous les parents ont besoin d'un système éducatif qui prenne en charge l'ensemble des apprentissages nécessaires pour réussir à l'école. Cela suppose du temps, des moyens, des personnels dotés d'une formation de haut niveau et d'un statut protecteur: bref, une rupture radicale avec les politiques menées ces dernières années et un renforcement du service public d'éducation nationale.

Loin de répondre à ces exigences, le gouvernement cherche aujourd'hui à instrumentaliser la grave crise que nous traversons pour imposer ses mesures régressives. Ainsi, les enseignants sont incités à utiliser des plateformes qui facilitent le contrôle de leur travail par des chefs d'établissement transformés en manager: la crise sanitaire devient l'occasion d'accélérer la transformation du métier d'enseignant, pour en faire des exécutants soumis à la hiérarchie et au ministère. Cette incitation à utiliser des technologies numériques se fait le plus souvent sans aucune formation des enseignants, qui livrent ainsi les données d'apprentissage de leurs élèves à des multinationales qui savent en tirer profit, et contribuent à leur insu au développement du marché de l'Ed Tech.

Pire, le gouvernement tente d'instrumentaliser la crise sanitaire pour imposer sa réforme du baccalauréat, contre laquelle les enseignantes et les jeunes sont en lutte depuis plus d'un an. Le bac « à la carte », évalué localement en contrôle continu, va maintenant nous être présenté comme une solution face à la difficulté de tenir des épreuves nationales sur un programme commun après une année écourtée. Nous demandons

au contraire que les épreuves nationales, si elles peuvent se tenir, soient organisées sur un programme réduit, décidé en concertation avec les syndicats enseignants et annoncé au plus vite.

La situation aggrave encore l'injustice et l'arbitraire du fonctionnement de « Parcoursup », le logiciel qui sélectionne les lycéens pour leur attribuer des places à l'université: sur quels critères vont-ils être classés? Est-il nécessaire d'ajouter cette pression aux angoisses autrement plus graves qu'ils vivent en ce moment? Nous demandons au gouvernement d'interrompre immédiatement la campagne Parcoursup et de remettre en place le logiciel APB, pour garantir à tou.te.s les titulaires du baccalauréat une place dans une formation supérieure choisie.

L'EDUCATION AL FEGLE EN DANGER

JE SE MARCHANDE PAS!

Marine Roussillon membre du CEN

La coopération médicale internationale de Cuba en pointe contre le Covid-19

usqu'ici méconnue du grand public, la coopération médicale internationale cubaine se révèle, dans la lutte mondiale contre la pandémie du Covid-19, une actrice incontournable de la solidarité internationale.

Face aux replis nationaux et l'hétérogénéité de stratégies des pouvoirs publics qui caractérisent pour l'heure la situation et les actions des gouvernements des pays membres de l'Union européenne, plusieurs pays comme la Chine et Cuba font figure d'exception en s'enqaqeant sur le plan international.

La coopération médicale internationale est un axe essentiel de la politique internationale de Cuba depuis les années 1960. Elle a permis de former à La Havane des mil-

liers de praticiens de nombreux pays, de porter assistance aux populations de pays ravagés par la guerre ou privés d'infrastructures sanitaires. En 2016, Cuba comptait plus de médecins et personnels médicaux en mission dans le monde que la seule Organisation mondiale de la

"La solidarité internationale, la situation l'illustre avec force, est indispensable"

santé (OMS).. Déployés au Brésil jusqu'à l'arrivée de Jaïr Bolsonaro qui les a expulsés, au Venezuela, au Nicaragua ou en Bolivie, là aussi jusqu'à la prise de pouvoir de l'extrême droite en novembre dernier, les missions médicales cubaines ont permis de renforcer la solidarité régionale latino-américaine sans pour autant délaisser les autres continents, l'Afrique notamment, et de sauver des millions de vie. L'expertise médicale cubaine mais aussi ses équipes de recherche scientifique comptent aux premiers rangs internationaux et ont contribué à assurer au peuple cubain l'accès gratuit et universel à un système de soins performant. Cela a – au passage – permis à Cuba d'atteindre quelques-uns des Objectifs du millénaire pour le développement (OMD) énoncés par l'ONU dans la lutte mondiale contre

les inégalités sociales et économiques entre les peuples. Longtemps cet état de fait a été minimisé en Occident; à présent il s'avère que ce choix de la santé pour tous était le bon... pour tous.

Aujourd'hui et malgré le blocus américain imposé par Washington depuis 1962 qui entrave Cuba dans son développement, c'est en Italie que se sont déployés, à la demande des autorités italiennes, les personnels médicaux de l'Île afin d'aider les Italiens qui vivent un cauchemar.

À Cuba même, dont les frontières n'ont pas été fermées par les autorités, la situation est maîtrisée malgré l'embargo économique et commercial, et 10 cas étaient recensés au 18 mars et suivis (pour

> l'essentiel, des touristes ou des Cubains revenant d'Espagne ou des États-Unis), le pays déplorant son premier mort, un touriste italien. Tout en maintenant la priorité de sa politique à la protection de sa population, Cuba répond aux demandes de solidarité et aide internatio-

nales.

À côté de l'Italie, c'est encore la Grande-Bretagne, dont la stratégie du Premier ministre Boris Johnson a livré à eux-mêmes ses concitoyens pendant des semaines, qui appelle elle aussi à l'aide la copération médicale cubaine. Ainsi, c'est Cuba qui, il y a quelques jours, a autorisé l'entrée au port d'un bateau de croisière de plus de 1 000 passagers, et plusieurs cas de contaminés, alors qu'il avait été refoulé par La Barbade et les Bahamas.

Alors, combien de temps, encore, faudra-t-il attendre, combien et quelles épreuves pour le peuple cubain et les peuples du monde entier pour décider de lever immédiatement et définitivement le blocus contre Cuba qui répond présent à toutes les demandes d'aide, y com-



pris des pays industrialisés. La solidarité internationale, la situation l'illustre avec force, est indispensable pour aider ici à produire ou pour acheminer masques, tests, appareils respirateurs, denrées de première nécessité à toutes les populations touchées par la pandémie.

La solidarité internationale est un engagement réciproque et c'est le moment de mettre fin au blocus de Cuba dont le rôle dans l'éradication du virus s'avère crucial. Il en est de même, dès aujourd'hui, quant aux sanctions économiques et embargos qui frappent des populations d'Iran ou du Venezuela comme pour les territoires palestiniens. Comme à l'échelle nationale, on ne sort pas d'une épidémie en sacrifiant froidement une part de la population. Nous ne sortirons pas de cette pandémie mondiale si des peuples entiers subissent la double peine des sanctions et du Covid-19.

Collectif Amérique latine



Parcoursup continue malgré le confinement

epuis plus d'une semaine maintenant, le pays est entré en confinement pour limiter la propagation du coronavirus sur le territoire. Toutes les activités ordinaires sont suspendues jusqu'à nouvel ordre. Les lieux publics dont les lieux d'enseignements sont fermés et les élèves et étudiants ont été renvoyés chez eux. Pourtant, malgré ce confinement, le calendrier de Parcoursup (plateforme de sélection à l'entrée de l'enseignement supérieur) est maintenu.

L'Éducation nationale presque à l'arrêt sauf pour Parcoursup

Toute l'activité de l'Éducation nationale est donc suspendue pendant cette période de confinement. Toutes, à l'exception de Parcoursup. Alors que la phase d'inscription des vœux s'est terminée le 12 mars dernier, la plateforme est entrée dans sa phase de « confirmation des vœux ». Nouveauté de cette année, dans cette phase les lycéennes et les lycéens doivent faire une lettre de motivation ainsi qu'un curriculum vitae (CV) pour chacun de leurs vœux avant de les valider. Cette phase doit prendre fin le 2 avril. Elle se déroulera donc en pleine période de confinement.

Alors que la plateforme n'arrête pas d'évoluer d'année en année, laissant bien souvent les lycéennes et lycéens perdus sur ce qu'ils doivent faire, les candidates et candidats se retrouvent bien seul·e·s face à cette nouvelle phase. L'écriture d'un CV et d'une lettre de motivation sans aucun établissement ouvert et donc sans aucun accompagnement va avoir des conséquences désastreuses pour de nombreux candidats. De plus, nombre de lycéennes et lycéens n'ont pas d'accès ou un accès très limité à Internet. L'accès au numérique et à une connexion Internet est aujourd'hui une des premières sources d'inégalité entre les lycéens. Ainsi, des candidat·e·s vont se retrouver dans l'impossibilité de confirmer leurs vœux ou même d'envoyer leur CV et lettres de motivations.

Le MJCF revendique la suspension de Parcoursup

Le Mouvement jeunes communistes de France dénonce le maintien du calendrier initial de Parcoursup malgré le confinement et la fermeture des établissements.

Alors que la mise en concurrence des élèves et bon nombre de situations absurdes sur la plateforme ont déjà été démontrées par le passé, le maintien du calendrier dans ces conditions ne peut avoir que des effets néfastes sur les choix d'orientation des élèves.

Le MJCF continue de se battre contre toutes formes de sélections à l'entrée de l'enseignement supérieur. Sous couvert de sélection au mérite, c'est une sélection sociale qui s'est mise en place. Les conditions particulières dans lesquelles Parcoursup se déroule ne peuvent qu'amplifier les inégalités. C'est pour ces raisons qu'en plus de se battre contre la plateforme, le MJCF revendique dans un premier temps la suspension de la plateforme tout au long de la période de confinement.

Léon Deffontaines secrétaire général du MJCF



(photo illustrant les étudiants en lutte contre Parcousup, bien avant la mise en place du confinement)

COMMUNISTE 5

2, place du Colonel-Fabien – Paris 19°-COMITÉ DE RÉDACTION: Igor Zamichiei (directeur), Gérald Briant, Léon Deffontaines, Yann Henzel, Méline Le Gourriérec, Delphine Miquel, Laurence Patrice, Yann Le Pollotec, Julien Zoughebi. RÉDACTION: Gérard Streiff (Tél.: 01 40 40 11 06) Mèl: communistes@pcf.fr RELECTURE: Jacqueline Lamothe MISE EN PAGES ET MISE EN LIGNE: Zouhair@NAKARA.info (Tél.: 06 07 99 90 81) Publication du PCF sous Creative Commons BY-NC-SA

PCF SOUSCRIPTION (cliquez)

Cette contribution est
essentielle au fonctionnement
du PCF et à son intervention
dans le débat politique traversé
par une large et profonde colère
sociale. C'est un enjeu
démocratique majeur à l'heure
où tout est mis en œuvre pour
réduire le débat politique au
face-à-face Macron-Le Pen.



Je verse :	€ Ma remise d'impôt sera de 66 % de ce montant.
	PRÉNOM :
CODE POSTAL	Ville
Chèque à l'ordre de "ANF PCF"	

2 place du Colonel-Fabien 75167 Paris Cedex 19